

que chaque citoyen devra supporter l'impôt dans la proportion de sa fortune; et l'octroi, assimilant le pauvre au riche, perçoit sur l'un comme sur l'autre des droits uniformes, il est vrai, mais établis sur des objets de première nécessité, de telle sorte que la règle qui semble avoir été donnée pour base à l'impôt n'a pas été de se proportionner à la fortune des citoyens, mais à la satisfaction plus ou moins complète des besoins matériels de la vitalité, sans seulement avoir égard aux exigences impérieuses desquelles dépend l'existence même du malheureux. Est-ce là égalité, est-ce justice? évidemment non; et lors même qu'un tel état de choses n'aurait pas de déplorables conséquences pour la prospérité industrielle du pays, il faudrait le réformer pour rentrer dans l'exécution des lois sacrées de l'humanité et du pacte national.

Cette réforme laisserait un vide dans les caisses de l'état et dans celles des communes. Les principes irrécusables précédemment établis conduisent naturellement à reconnaître que ce vide doit être comblé par une augmentation relative des impôts directs.

Le type primordial de la société, c'est la famille, lien tout-puissant du cœur, véritable fraternité qui sert d'exemple et de base à toute civilisation. De la famille à la commune et de la commune à la nation, tels sont les degrés d'association qui forment l'organisation sociale. Mais, dans une famille, dans une association, tous les membres sont solidaires du bien et du mal, des bénéfices et des charges, il n'y a point et il ne doit point y avoir de préférence, de distinction dans la distribution de ces charges; et si, par la seule force des choses, chaque application de quotité varie selon la capacité individuelle, le principe doit être unique et inviolable.

Demander que tous supportent les charges de la partie de l'impôt représentée aujourd'hui par l'octroi, c'est donc être dans le juste et dans le vrai. Toute marche qui s'écarte de ces principes s'égare.

Quelle confusion, quelle anarchie financière dériveraient,